



COMMUNIQUÉ

Le 18 mars, les salariés se feront entendre.

Le 18 mars, FO propose la grève interprofessionnelle, car nous voulons

- ♦ **Des augmentations de salaires,**
- ♦ **Des créations d'emploi en CDI ou statutaires,**
- ♦ **Préserver une vraie Sécurité sociale, de vrais services publics républicains.**

La Confédération Force Ouvrière s'adresse aux syndicats partageant les mêmes préoccupations, notamment la CGT, Solidaires et la FSU, avec lesquels nous nous sommes opposés aux contre réformes sur la flexibilité (Loi du 14 juin 2013) et les retraites.

Ensemble, enclenchons le rapport de force.

L'heure est à la mobilisation,

car le gouvernement, en plein accord avec le patronat (notamment le MEDEF), entend mettre en œuvre un « pacte de responsabilité » qui, tout à la fois, ferait cadeau aux employeurs de 35 milliards de cotisations de Sécurité sociale (en l'espèce d'Allocations familiales) et accentuerait les coupes sombres dans les services publics et les dépenses d'assurance maladie.

Pour Force Ouvrière, ces orientations sont dans la continuité de la mise en œuvre des programmes d'austérité qui découlent de l'application des traités de l'Union Européenne (TSCG notamment).

Non seulement, il ne saurait être question de s'y associer de près ou de loin, mais il s'agit de s'y opposer pour imposer d'autres choix économiques et sociaux.

A commencer par :

- ⇒ **Une revalorisation de la condition salariale** mise à mal de multiples manières : précarité, individualisation des rémunérations, organisations du travail provoquant mal-être et, bien sûr, gel ou « modération » salariale ;
- ⇒ **L'arrêt des exonérations de cotisations sociales et subventions publiques** qui font les profits des entreprises du CAC 40 et des fonds d'investissements spéculatifs, alors que l'argent public devrait servir prioritairement à lutter contre le chômage, sauver les emplois.

OUI, TOUS ENSEMBLE, il est urgent de contrecarrer la mise en coupe réglée de nos conquêtes sociales par une poignée de capitalistes.

OUI, TOUS ENSEMBLE, pour le droit à pouvoir vivre de son travail, à être respecté.